



Paris, le 28 juillet 2010

...COMMUNIQUE DE PRESSE...

## Toujours plus expulser les Roms : inefficace et néfaste pour la santé

Aujourd'hui 28 juillet doit se tenir à l'Élysée une réunion consacrée aux Roms et aux gens du voyage. Erronée et tendancieuse dans son intitulé, cette réunion vise à planifier l'expulsion des personnes des terrains occupés de manière irrégulière sur tout le territoire. Or ces expulsions se sont déjà fortement multipliées depuis 18 mois. **Elles sont non seulement inefficaces mais surtout créent une spirale de la précarité lourde de conséquences sur la santé.**

Médecins du Monde intervient auprès des Roms depuis 17 ans, dans les terrains en périphérie des villes de Nantes, Marseille, Bordeaux, Lyon, Strasbourg ainsi qu'en Seine St Denis. Il n'est pas rare que nos équipes rencontrent des familles ayant été expulsées six fois au cours des six derniers mois. Ainsi à Nantes, les durées de séjour varient de 10 jours à 1.5 mois contre 3 à 6 mois en début d'année. A Marseille, 11 des 19 squats recensés en janvier ont été expulsés. A Lyon, 43 expulsions ont été comptées l'an dernier.

Or ces expulsions dégradent chaque fois un peu plus l'accès aux soins et les conditions de santé :

### - Elles éloignent les personnes des associations et du système de soins

Les liens que les professionnels de la santé ont difficilement tissés sont rompus à chaque expulsion, de même que le suivi du parcours médical des personnes ayant malgré tout engagé des démarches de soins.

Il devient dès lors difficile d'organiser des actions de soins et de santé publique continues et construites concernant l'hygiène des terrains, la protection maternelle et infantile, la surveillance post-natale, la vaccination, le dépistage la délivrance de traitements pour les maladies chroniques. *«Il y a quelques années, notre lieu d'intervention principal était le bidonville de la soie, regroupant plus de 400 personnes et très visible. Depuis, on observe un éclatement des lieux de vie, souvent cachés. Leur accès est plus difficile»* témoigne notre équipe de Lyon

### - Elles entraînent des ruptures de soins

Quand les expulsions se passent dans la précipitation, les personnes ne peuvent prendre leurs affaires : médicaments, carnets de santé, ordonnances, coordonnées des lieux de soins etc. Cette politique d'expulsions massive aggrave les difficultés d'accès aux soins et remet en cause le principe de la continuité des soins pour les professionnels de santé. Ce principe affirmé dans l'art. 47 du Code de déontologie indique que : *« Quelles que soient les circonstances, la continuité des soins aux malades doit être assurée. »*

### - Elles rendent impossible la mise en place d'une prévention efficace des épidémies

La prévention des épidémies est devenue un sujet permanent de confrontation avec les préfetures. En effet pour lutter contre une épidémie, il faut déployer des moyens humains et matériels avec un délai nécessaire, par exemple de 3 à 6 mois pour la tuberculose. Or des expulsions ont lieu en cours de traitement ou de campagne de vaccination, en dépit des enjeux de santé publique. En mai dernier, le Préfet de Seine St Denis a ordonné l'expulsion d'un terrain où des traitements et une surveillance antituberculeuse étaient en cours en lien avec les services du Conseil Général. A Bordeaux, MdM mène une campagne de vaccination sur plusieurs mois pour lutter contre l'épidémie de rougeole qui s'étend actuellement en France ; pourtant les occupants de

plusieurs terrains couverts ont reçu des OQTF ((obligation de quitter le territoire français)) prenant effet dès ce mois de juillet.

**Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, l'état de santé des Roms en France soit très alarmant :**

- Un très gros retard aux soins : à St-Denis, près de 70% des problèmes de santé pour lesquels les patients consultent auraient dû être traités plus tôt
- Un très faible accès à l'Aide médicale état : 90,5% des personnes rencontrées avec des droits potentiels n'ont pas ces droits ouverts
- Une couverture vaccinale très basse : moins de 12% des personnes sont à jour de leurs vaccinations,
- Un très faible suivi de la santé maternelle et infantile. En 2007, une étude sur une centaine de femmes en Ile de France montrait que seules 8,3% des femmes enceintes étaient suivies
- Les pathologies chroniques ne sont pas suivies notamment diabète et hypertension

Ainsi les Roms, citoyens européens vivent dans notre pays et en Europe avec des indicateurs comparables à ceux des pays en voie de développement : la mortalité néo-natale (0-1 mois) est 9 fois plus importante, la mortalité infantile (0-12 mois) est 5 fois plus importante, l'espérance de vie se situe autour de 50-60 ans.

**Médecins du Monde rappelle que les expulsions à répétition exposent les familles Roms à des risques sanitaires accrus et ne permettent pas un suivi médical satisfaisant.**

**Des efforts de stabilisation menés avec les familles dans certaines villes comme à Nantes par exemple, un meilleur accès aux soins en lien avec les services sociaux comme à Bordeaux, peuvent pourtant apporter des réponses constructives aux familles Roms. Ces initiatives encore trop limitées doivent être poursuivies. Si la réunion d'aujourd'hui devait avoir une certaine utilité, ce serait d'élargir ces initiatives ponctuelles et de les encourager sur l'ensemble du territoire plutôt que de poursuivre voire d'amplifier une politique d'expulsion inefficace et nuisible.**

**Contact presse :**

Annabelle Quénet, Laure Antoine: 01 44 92 14 32-15 23 / 06 09 17 35 59

infomdm@medecinsdumonde.net

www.medecinsdumonde.org